

Dispositions relatives à la lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux

Dans le cadre de ses activités au titre du présent contrat, « ***Pour la souscription d'une assurance frais funéraires pour le personnel d'ENEO, sa filiale, ainsi que leurs familles*** » le Partenaire d'Affaires et ses dirigeants, directeurs, agents, employés et représentants conviennent que, de manière directe ou indirecte, ils ne feront pas ce qui suit :

- a) Offrir, donner, effectuer, promettre, payer ou autoriser l'offre, le don, la réalisation, la promesse ou le paiement de toute somme, don ou objet de valeur au profit de toute personne responsable ou employé d'un gouvernement, dirigeant ou un employé d'un département, d'une agence ou d'une institution dudit gouvernement, d'une organisation publique internationale ou de toute personne agissant officiellement au nom d'un tel gouvernement, tout candidat ou toute personne désigné(e) à un poste politique ou gouvernemental, ou tout parti politique ; ou
- b) Percevoir, transférer, transporter, retenir, utiliser, répartir, détourner ou receler le produit d'une quelconque activité criminelle, ou le recrutement d'une personne désignée, ou l'engagement dans une transaction ou l'entretien de liens d'affaires avec une telle « **Personne désignée** », notamment une personne ou une entité dont le nom est mentionné sur toute liste publiée par les Etats-Unis ou l'Organisation des Nations Unies en rapport avec le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme, le trafic de drogue ou les embargos économiques ou militaires.

Toute violation des présentes dispositions, constituera une raison suffisante pour Eneo Cameroun S.A., à sa seule discrétion et agissant de bonne foi, de déclarer l'intégralité du présent contrat nul et de nul effet, auquel cas, le Partenaire d'affaires devra renoncer à tous les paiements supplémentaires qui lui seraient dus dans le cadre du présent accord, en dehors de ceux dus au titre de prestations déjà rendues dans le cadre du présent contrat en plus d'être tenu de payer les dommages intérêts ou les réparations prévus par la réglementation en vigueur.

Convenu et signé pour le compte du Partenaire d'Affaires par :

[Signature]

[Nom et prénom du signataire]

[Titre du signataire]

[Date de la signature]